

DUMONT, Fernand et MARTIN, Yves (Éditeurs), *Situation de la recherche sur le Canada français*, numéro spécial de la revue *Recherches sociographiques*, III (1-2), publiée par le Département de sociologie et d'anthropologie de la Faculté des Sciences sociales, Université Laval, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1962, 294 p.

Jacques Guoin

Volume 17, numéro 1, juin 1963

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302269ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302269ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Guoin, J. (1963). Compte rendu de [DUMONT, Fernand et MARTIN, Yves (Éditeurs), *Situation de la recherche sur le Canada français*, numéro spécial de la revue *Recherches sociographiques*, III (1-2), publiée par le Département de sociologie et d'anthropologie de la Faculté des Sciences sociales, Université Laval, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1962, 294 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 17(1), 134–137. <https://doi.org/10.7202/302269ar>

DUMONT, Fernand et MARTIN, Yves (Editeurs), *Situation de la recherche sur le Canada français*, numéro spécial de la revue *Recherches sociographiques*, III (1-2), publiée par le Département de sociologie et d'anthropologie de la Faculté des Sciences sociales, Université Laval, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1962, 294 pages.

Ce recueil, qui groupe les textes des communications présentées à l'occasion du premier colloque de la revue *Recherches sociographiques*, organisé par le Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Laval, en avril 1962, ne constitue pas, à proprement parler, un ouvrage historique du genre de ceux dont il est habituellement rendu compte dans la *RHAF*. Mais deux raisons nous ont poussé à déroger à la règle habituelle: I. Un bon tiers de cet ouvrage constitue en quelque sorte un bilan des recherches historiques sur le Canada français, réparti comme il suit, sous la rubrique *Perspectives historiques*: a) Etat des recherches sur le régime français (1632-1760); b) L'étude du XIX<sup>e</sup> siècle canadien-français; c) L'histoire économique de la province de Québec jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle; d) Recherches économiques récentes sur la province de Québec; e) Les études politiques. II. L'ensemble de l'ouvrage porte exclusivement sur le Canada français. Deux raisons, donc, qui nous justifient à en rendre compte dans une revue consacrée à l'histoire de l'Amérique française.

L'impression générale qui se dégage de cet ouvrage, groupant les conclusions d'une trentaine de spécialistes de l'étude méthodique et scientifique du Canada français historique et actuel, est que, malgré l'abondance relativement impressionnante des travaux réalisés jusqu'ici sur tous les aspects du Canada français, tout ou à peu près tout « reste encore à faire ». Disons tout de suite que cette impression générale est réconfortante. En fait, elle n'est qu'un indice de notre commencement

de maturité en matière de recherche scientifique. C'est déjà une excellente base de départ.

Ainsi, du point de vue historique (celui qui nous intéresse au premier chef), André Vachon conclut à la nécessité, pour ce qui est du régime français, d'un « dépouillement systématique de ces sources essentielles que sont les greffes des notaires, les archives seigneuriales, les livres de comptes des institutions et des particuliers et les archives portuaires de France ». C'est dire que la moisson reste abondante pour les jeunes candidats à la licence ou au doctorat en histoire. La discipline historique n'ayant été implantée solidement au Canada français qu'en 1947, c'est dire aussi que nous ne sommes qu'à l'aube d'une connaissance vraiment exhaustive et objective de notre passé.

A propos de l'étude du XIX<sup>e</sup> siècle canadien-français, Michel Brunet ajoute à l'excellent exposé de Fernand Ouellet : « L'histoire sociale en est encore à ses premiers balbutiements. Seuls s'en étonneront ceux qui ont la naïveté de croire que notre véritable histoire politique est connue. »

Quant à l'histoire économique du Québec, « il n'est pas exagéré de dire [qu'elle] est encore à faire », affirme Albert Faucher. Les études politiques ? C'est le néant, semble dire Jean-Charles Bonenfant ; et sur l'histoire du droit administratif « nous balbutions » conclut-il. Quant à l'histoire des idées politiques, « elle n'a même pas été esquissée ». L'histoire des partis politiques ? Tout reste à faire.

Voilà pour les lacunes historiques. A cela se rattache de près l'étude anthropologique du milieu rural et urbain québécois, qui est « un monde inexploré où tout reste à découvrir », et où s'impose la nécessité d'une « approche historique ». A cela se rattache aussi l'étude de l'Acadie qui représente une « tâche colossale », vu que nous n'en sommes qu'à la période des « premiers balbutiements ».

Aux études historiques proprement dites, on pourrait rattacher aussi l'étude des structures sociales au Canada français, où « il est évident qu'il nous manque une sociologie des classes sociales du Canada français ».

Enfin, en psychologie sociale et en recherches religieuses, disciplines que ne saurait négliger tout historien sérieux, il y aurait encore énormément à faire.

Bref, les conclusions de ces historiens, sociologues et anthropologues, loin de nous décourager, vu l'ampleur des lacunes

à combler, nous ouvrent au contraire des perspectives qui sont de nature à occuper plusieurs générations de chercheurs. Il s'agit donc d'un ouvrage extrêmement stimulant.

Je me permettrai toutefois de signaler deux autres lacunes, dont il n'est nullement question dans cet ouvrage, par ailleurs assez exhaustif. La première a trait à la littérature canadienne-française. Vu qu'il est question de folklore dans cet ouvrage, il y a lieu en effet de s'étonner qu'on ne dise mot d'un aspect pourtant capital de la manifestation collective d'un peuple, c'est-à-dire sa littérature. On aurait pu au moins, il me semble, mentionner les deux excellents ouvrages publiés par le Centre de recherches en littérature canadienne-française de l'Université d'Ottawa.

Pour ce qui est de l'autre lacune, au risque certain de me faire accuser de prêcher pour une paroisse vouée à disparaître, je comprends mal qu'on n'ait pas demandé à un spécialiste de l'histoire militaire de présenter l'état des recherches sur l'apport des Canadiens français dans ce domaine, tant avant qu'après 1760. Le verdict accablant de Guy Frégault, à la fin de sa *Guerre de la Conquête* nous aurait-il à ce point détournés de l'histoire militaire du Canada français qui, elle aussi, « reste à faire »? Que de sources encore à inventorier et à exploiter! Que d'études révélatrices il y aurait à entreprendre sur le rôle militaire des nôtres, non seulement sous le régime français, alors qu'il fut incontestablement héroïque, mais aussi après 1760, que ce soit lors de la conspiration de Pontiac, de la guerre d'indépendance des Etats-Unis et de la guerre de 1812, et j'en passe! Que dire des conflits d'allégeance qui ont dû torturer la conscience des nôtres lors de la rébellion de 1837, de l'affaire Riel? Que dire enfin du rôle des nôtres lors des deux dernières guerres mondiales, où, malgré toutes sortes de crises et de tiraillements, un grand nombre d'entre eux se sont vaillamment distingués aux quatre coins du globe? Voilà, à mon sens, tout un domaine d'activité qui reste à exploiter en détail, et que j'aurais voulu voir traiter dans cet ouvrage.

Y aurait-il lieu de déceler sous ce silence complet sur un aspect pourtant important de notre glorieuse histoire, — disons le mot, — un lien plus ou moins direct avec le pacifisme doctrinal de tous les tenants actuels de la souveraineté du Québec? Peut-être. En tout cas, — et je terminerai par cette réflexion marginale, — j'avoue ne jamais pouvoir m'empêcher de sourire un peu lorsque je lis, sous la plume de nos plus ardents indépendantistes, que nous pourrions fort bien assurer la souveraineté

absolue du Québec, tout en laissant à un vague gouvernement central confédératif, le soin d'assurer la « défense nationale » de l'ensemble du territoire canadien. Comme si l'on pouvait, dans la conjoncture actuelle, — et sans doute pour des générations à venir, — dissocier souveraineté nationale et défense nationale. Comment peut-on rêver de souveraineté nationale, en écartant, d'un geste aussi irréfléchi, ce qui en constitue l'assise fondamentale? C'est dire qu'en négligeant systématiquement d'étudier l'histoire militaire du Canada français, on a du même coup fait abstraction de cette brutale réalité du XX<sup>e</sup> siècle qu'est la nécessité d'une défense nationale à toute épreuve.

JACQUES GOUIN,  
*Ex-lieutenant d'artillerie,  
Diplômé en Sciences politiques  
(Ottawa).*